

Au Burundi, le début d'un cycle de négociations ?

La Croix, 2/8/15 - Explications de Christian Thibon, professeur d'histoire à l'Université de Pau et spécialiste de des Grands Lacs. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature anticonstitutionnelle, fin avril, de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Le mouvement de contestation a spontanément primé et le président sortant a été élu, la semaine dernière, avec près de 70 % des voix au cours d'élections boycottées dans un camp adverse.

À l'élection du principal opposant, Agathon Rwaso, au poste de vice-président de l'Assemblée nationale du Burundi, marque le début d'un cycle de négociations. Il a été élu avec 108 des 112 voix des députés. Ce score montre seulement qu'il est soutenu par ses partisans, mais aussi par le CNDD-FDD, le parti du président, ultra-majoritaire au Parlement. Cette élection est clairement un geste politique de la part du pouvoir envers l'opposition. Mais cette manœuvre ne vise-t-elle pas aussi à diviser l'opposition ? UNE OPPOSITION SANS LEADER ET SANS LIGNE. Pour l'instant, l'élection d'Agathon Rwaso provoque l'étonnement dans son propre camp. Ses principaux colistiers trahis, même si tous les acteurs politiques restent prudents et tant donné l'enjeu des négociations à venir : sortir de la crise politique dans laquelle il est plongé, depuis fin avril. Son positionnement divise encore plus une opposition déjà hétérogène. Sans leader et sans ligne directrice, celle-ci a été bien plus le jouet que l'acteur des récents événements. Agathon Rwaso justifie son ralliement car sa deuxième place à l'élection présidentielle légitime, selon sa position. Pour l'heure, il préfère rejeter toute preuve de force, privilégiant une négociation dans le cadre des institutions. Tout ceci conforte le président Nkurunziza qui dispose désormais d'une nouvelle carte : celle du dialogue. DES POURPARLERS IMPOSÉS PAR L'ÉCONOMIE. La formation d'un gouvernement d'union nationale pour la voie de sortie de crise. Ce scénario, de plus en plus envisagé, soulève de nouveaux problèmes institutionnels : la participation des partis dans un gouvernement suppose leur présence au Parlement. Or, aujourd'hui, ils refusent d'y siéger, contrairement à Agathon Rwaso. La situation économique du pays est l'un des plus pauvres du monde et il est difficile de pourparlers. Ces longues négociations donneront lieu à des compromissions, des retournements et des alliances en apparence contre-nature, mais nécessaires pour mettre fin à la crise politique. Propos recueillis par Kozi Pastakia